

ACTION URGENTE

BANGLADESH. UN JOURNALISTE ARRÊTÉ POUR AVOIR PARLÉ DU COÛT DE LA VIE

Le 29 mars, le journaliste bangladais Shamsuzzaman Shams a été interpellé à sa résidence par un groupe d'agents en civil qui se sont présentés comme des membres du Département des enquêtes judiciaires (CID) en raison d'un article en ligne qui traitait de la hausse du coût de la vie, qu'il a écrit pour le journal *Prothom Alo* le 26 mars, journée de l'Indépendance du Bangladesh. S'il est reconnu coupable, il risque jusqu'à sept ans d'emprisonnement. On ignorait où il se trouvait pendant environ 10 heures, après quoi la police a déclaré qu'il était en garde à vue et inculpé au titre de la Loi sur la sécurité numérique du Bangladesh. Il s'agit d'une violation manifeste du droit à la liberté d'expression et Shamsuzzaman Shams doit être libéré immédiatement.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Première ministre Sheikh Hasina
Bureau du Premier ministre
Old Sangsad Bhaban
Tejgaon, Dhaka – 1215, Bangladesh
Courriel : ps1topm@pmo.gov.bd
Copie : gowher.rizvi@pmo.gov.bd

Madame la Première ministre,

*Je vous écris afin de vous faire part de mon inquiétude concernant le journaliste bangladais **Shamsuzzaman Shams**, interpellé à sa résidence d'Ambagan, à Dacca, le 29 mars 2023 à 4 heures du matin, par un groupe d'agents en civil qui se sont présentés comme des membres du Département des enquêtes judiciaires (CID), en raison d'un article en ligne qu'il a écrit pour le journal Prothom Alo le 26 mars au sujet de la hausse des prix des produits de première nécessité au Bangladesh. Pendant environ 10 heures, personne ne savait où il se trouvait.*

La police a ensuite déclaré que Shamsuzzaman Shams se trouvait en garde à vue et était inculpé de multiples infractions au titre des articles 25, 26, 29, 31 et 35 de la draconienne Loi sur la sécurité numérique de 2018 pour avoir généré et contribué à la détérioration de la loi et de l'ordre public dans le pays en publiant des informations diffamatoires, fausses et fabriquées à l'occasion de la Journée de l'Indépendance du Bangladesh. Son article a été publié sur la page Facebook de Prothom Alo avec la photo d'un enfant vendant des fleurs près d'un mémorial de l'indépendance, avec comme légende la citation d'un travailleur au sujet du coût de la vie. Reconnaissant que la photo avait été utilisée de manière inappropriée pour illustrer les propos de ce travailleur cités dans l'article, Prothom Alo a supprimé la photo 17 minutes plus tard et publié un correctif.

S'il est reconnu coupable, Shamsuzzaman Shams risque jusqu'à sept ans d'emprisonnement. Sa peine pourrait être plus lourde si les sentences ne sont pas concomitantes. Depuis sa conception, la Loi sur la sécurité numérique est utilisée par les autorités pour s'en prendre aux voix critiques et réduire l'opposition au silence, y compris les journalistes ciblés en raison de leurs publications en ligne. L'arrestation de Shamsuzzaman Shams est une violation flagrante du droit à la liberté d'expression garanti par le droit international relatif aux droits humains, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel l'État bangladais est partie.

Amnesty International appelle le gouvernement bangladais à prendre les mesures suivantes :

- **abandonner toutes les charges retenues contre Shamsuzzaman Shams et le libérer immédiatement ;**
- **abroger la Loi sur la sécurité numérique de 2018 ou la modifier pour l'aligner sur le droit**

international relatif aux droits humains et libérer toutes les personnes détenues arbitrairement au titre de cette loi ;

- ***s'acquitter de ses obligations s'agissant de protéger le droit à la liberté d'expression garanti par sa Constitution et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).***

Veillez agréer, Madame la Première ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Shamsuzzaman Shams est un journaliste travaillant pour le journal [Prothom Alo](#) au Bangladesh. Le 29 mars 2023 vers 4 heures du matin, un groupe d'agents en civil se présentant comme des membres du Département des enquêtes judiciaires (CID) l'a interpellé à Ambagan, à Savar, un quartier de la capitale du Bangladesh Dacca. Au départ, la police locale et le Département des enquêtes judiciaires de Dacca ont affirmé ne rien savoir à son sujet. Il a comparu devant le tribunal le 30 mars, mais s'est vu refuser une libération sous caution et a été incarcéré.

Le journal *Prothom Alo* a publié [un article](#) reprenant les récits de témoins ayant déclaré qu'un groupe d'une quinzaine d'agents sont arrivés au domicile de Shamsuzzaman Shams à bord de trois véhicules, vers 4 heures du matin. Certains sont entrés dans la maison, tandis que d'autres restaient à l'extérieur. Ils ont perquisitionné sa chambre, saisi son ordinateur portable, deux téléphones mobiles et un disque dur portable, et sont repartis avec lui pour le placer en détention. Environ une demie heure plus tard, ils sont revenus avec lui à son domicile, ont dressé la liste des objets saisis, pris des photos de lui debout dans la pièce et lui ont demandé de préparer des vêtements avant de partir. Selon certains témoins, un policier figure parmi ce groupe d'agents en civil.

L'[article](#) rédigé par Shamsuzzaman Shams à l'occasion de la Journée de l'Indépendance du Bangladesh, le 26 mars 2023, portait sur la hausse du coût de la vie. Intitulé « *Nous voulons l'indépendance du poisson, de la viande et du riz* », il dénonçait la hausse des prix des produits de première nécessité au Bangladesh. Sur la page Facebook de *Prothom Alo*, la photo d'un enfant tenant des fleurs a été publiée avec comme légende les propos d'un travailleur cité dans l'article : « Que ferai-je de l'indépendance si je n'ai pas de riz à manger ? Aller au marché me donne des sueurs froides. Nous avons besoin de l'indépendance du poisson, de la viande et du riz. » Reconnaissant que la photo avait été utilisée de manière inappropriée pour illustrer les propos du travailleur repris dans l'article, *Prothom Alo* a retiré la publication de sa page Facebook 17 minutes après sa parution, a supprimé la photo du garçon de son article en ligne et publié un rectificatif.

Outre Shamsuzzaman Shams, un groupe de personnes anonymes, dont un photographe, a été inculpé et le rédacteur en chef de *Prothom Alo*, Matiur Rahman, est lui aussi poursuivi au titre de la Loi sur la sécurité numérique, et cité en tant que principal accusé dans l'affaire de Shamsuzzaman Shams. Depuis que la loi a été adoptée en 2018, les autorités l'utilisent pour étouffer la dissidence en ligne et restreindre la liberté d'expression dans les espaces en ligne.

Le Comité des droits de l'homme des Nations unies a déclaré que le droit à la liberté d'expression protège l'expression de toute forme d'idée et d'opinion, y compris les discours politiques, les commentaires sur les affaires publiques et les discussions sur les droits humains, en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel le Bangladesh est partie. Les rapporteurs spéciaux sur la liberté d'expression et sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains ont déclaré que certaines sections de la Loi sur la sécurité numérique, notamment celles utilisées contre Shamsuzzaman Shams, érigent en infraction l'expression sous de nombreuses formes, selon des définitions vagues et d'une portée trop générale. Ils ont déclaré que la Loi sur la sécurité numérique accorde au gouvernement bangladais une grande latitude afin de sanctionner de manière indue des personnes ayant ou partageant des opinions personnelles, d'où un effet paralysant sur l'exercice légitime du droit à la liberté d'expression. Des personnes ont été soumises à toute une série de [violations des droits humains](#), notamment des disparitions forcées, des détentions arbitraires et des actes de torture, uniquement pour avoir critiqué des personnes influentes ou le gouvernement sur les réseaux sociaux.

Alors que le Bangladesh s'est engagé au niveau international à protéger le droit à la liberté d'expression, les journalistes sont sanctionnés pour leur travail et, comme indiqué, selon le Centre d'études sur la gouvernance, 138 plaintes au total ont été déposées contre des journalistes au titre de la Loi sur la sécurité numérique entre janvier 2019 et août 2022, dans le cadre desquelles 280 personnes ont été accusées et 84 interpellées.

La Loi sur la sécurité numérique est un texte comportant des dispositions vagues et trop générales, invoquées de plus en plus souvent pour s'en prendre à des personnes de tous horizons, simplement parce qu'elles ont exprimé leur désaccord avec les autorités et exercé leur droit à la liberté d'expression en ligne. En février 2021, [Mushtaq Ahmed](#), un auteur bangladais, est mort en prison après avoir passé 10 mois en détention provisoire parce qu'il avait critiqué sur Facebook la gestion par le gouvernement bangladais de la pandémie de COVID-19. Récemment, une employée du gouvernement, [Sultana Jasmine](#), inculpée en vertu de la Loi sur la sécurité numérique, a succombé à une hémorragie cérébrale alors qu'elle se trouvait en détention entre les mains du 5^e Bataillon d'action rapide (RAB).

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Anglais ou bengali
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 26 mai 2023
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Shamsuzzaman Shams (il)